
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/2 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.2.60117

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

hältnis zur Zeit zu interpretieren. Es besticht die genaue – qualitative – Textanalyse eines begrenzten Quellenkorpus, die sich nicht im Detail verliert und der es gelingt, große Linien sichtbar zu machen. Diese Diskursanalyse rekonstruiert aus den Texten, Zeremonien und Denkmälern die Selbstreflexion der Erinnernden, die Stellung der Erinnerungten und die Funktion der Erinnerung, um so die Struktur und den Zweck des Totenkults präzise zu bestimmen.

Papenheim scheut sich nicht, zugleich erzählend in den Kontext seiner Quellen einzuführen. So beginnt er jeden der drei großen Teile seines Buches mit der ausführlichen Darstellung eines Trauerfalls. Nicht zuletzt diese gelungene Verbindung von erzählter Geschichte und präziser Interpretation macht den Reiz der Lektüre von Papenheims Untersuchung aus, die ihren Beitrag dazu leistet, die Französische Revolution als Mentalitätenrevolution im Wandel zwischen Ancien Régime und Moderne zu begreifen.

Michael MEINZER, Kassel

James J. SHEEHAN, *Der Ausklang des alten Reiches. Deutschland seit dem Ende des Siebenjährigen Krieges bis zur gescheiterten Revolution. 1763 bis 1850.* Deutsch von Karl Heinz SIBER, Berlin (Propyläen Verlag) 1994, 659 S. (Propyläen Geschichte Deutschlands, 6).

Ce sixième volume de la *Propyläen Geschichte Deutschlands* mène de 1763 à 1850. Si le Saint Empire meurt en 1806 par décision de l'empereur d'en déposer la couronne, ce n'est qu'après 1848 que de nouvelles forces politiques et sociales imposent à l'Allemagne le choix d'une voie nouvelle, ce *Sonderweg* dont la singularité continue d'alimenter les discussions. Par-delà le hiatus de la Révolution française et ses répercussions en Allemagne, la période révèle des permanences souvent occultées par le remodelage de la carte politique de l'Allemagne au début du XIX^e siècle. L'A. commence par rappeler la complexité de celle-ci, qui juxtapose une cinquantaine d'Etats dynastiques à peu près dignes de ce nom regroupant 80 % de la population, autant de villes impériales dont certaines sont des bourgades, enfin une poussière dérisoire de souverainetés immédiates, laïques comme les 650 hectares des Stein ou ecclésiastiques comme l'abbaye de Saint-Georges de la ville souabe d'Isny. Les historiens du XIX^e siècle comme Treitschke se sont gaussés de la faiblesse, de l'archaïsme et de l'irrationalité d'un tel assemblage. Les avatars de l'histoire contemporaine incitent à plus de mesure envers une construction qui trouve encore des défenseurs à la fin du XVIII^e siècle, J.-J. Rousseau, Johann von Müller ou encore Wieland en 1795. Il n'en reste pas moins que l'attachement au vieil Empire est inversement proportionnel à la taille de l'Etat territorial et est donc le fait de ce qui est le plus obsolète en Allemagne. Deux Etats comptent vraiment, l'Autriche, qui, en dépit du caractère intégrateur de l'Eglise catholique, n'a jamais réussi à constituer un tout, et qui, à la mort de Joseph II, *Urvater* du libéralisme et prototype du souverain absolu, est plongée dans une crise gravissime (mais l'Etat autrichien dure encore 120 ans, il faut la première guerre mondiale pour l'achever!) et l'Etat des Hohenzollern de Berlin, dont les atouts sont un territoire de dimension raisonnable et assez productif, une situation au nord-est de l'Europe à l'abri des Français et des Turcs, enfin une succession dynastique par les mâles, indiscutable et sans minorité.

Il est superflu de rappeler ici les caractéristiques de la démographie et ses limites infranchies; elles ne sont pas différentes de celles du reste de l'Europe. En revanche, le système agraire a ses particularités; la coupure de l'Elbe oppose toujours les conditions de la paysannerie. La noblesse, les institutions ecclésiastiques, les maisons régnantes sont d'immenses propriétaires fonciers: l'abbaye de Weingarten possède 50 000 paysans, les Hohenzollern la moitié de ceux de Prusse orientale et un tiers de ceux du Brandebourg. Des quelques 2000 villes, 61 ont plus de 10000 habitants; certaines demeurent fortement médiévales, comme Nuremberg, l'eldorado du patriciat, d'autres sont devenues des ports internationaux tel Hambourg; des villes industrielles naissent et s'accroissent rapidement, comme Krefeld. Berlin

l'emporte par son dynamisme, passant de 90 000 à 150 000 habitants de 1750 à 1800. Si le système des corporations demeure dominant, codifié en 1731 par une des dernières décisions du *Reich*, dans les grandes villes, la masse des libres, salariés précaires, *Gesinde*, croît au rythme du développement de la proto-industrialisation et de la manufacture dispersée. La noblesse domine la société par ses possessions foncières, ses privilèges, ses fonctions dans l'armée, à la cour et dans l'administration. Néanmoins une nouvelle élite non-*ständisch* se forme grâce à l'entrée des non-nobles dans les universités et dans la bureaucratie, avec son code de valeurs et sa culture propre, bien difficile à nommer d'un concept adéquat.

L'Allemagne du XVIII^e siècle n'est ni un Etat ni une Nation; mais après l'atonie du siècle précédent, la culture allemande est florissante, portée par l'explosion de l'imprimé. Passons sur la culture populaire, semblable à celle des pays voisins et sur les limites de l'alphabétisation, pour retenir les 5 % qui accèdent aux journaux et périodiques. Les tirages augmentent: 12 000 pour le *Sebaldu Nothanker* de Nicolai, un best-seller, 4 000 pour les *Staatsanzeigen* de Schlözer ... De grands imprimeurs comme Nicolai à Berlin, Trattner à Vienne, Kanter à Königsberg ... dominant le marché. On ne peut qu'évoquer quelques noms, Gottsched, qui codifie et popularise la langue allemande réformée, Lessing à la suite duquel se dresse toute une génération qui poursuit le combat pour une littérature nationale (n'oublions par le poids de la francophilie), Klopstock, Schiller, Goethe, sans qui ... Faut-il rappeler l'impact de *Götz* et de *Werther*? N'omettons pas le modèle antique illustré par Winckelmann. L'appellation de néoclassicisme convient-elle à la période? A la différence de la France, relevons l'absence de coupure entre Lumières et religion. Le piétisme, sans lequel on ne comprend ni *Werther*, ni Kant, la religion éclairée dont Thomasius fut l'apôtre, ont préparé les voies. Kant illustre bien la rencontre de la raison, de la religion et de la morale («Le ciel au-dessus de moi, la loi morale au-dedans»). Le poids du protestantisme et de la raison ne doit pas faire oublier un courant antirationnaliste (J. G. Hamann), ni une *Aufklärung* catholique, aux racines profondes, mais qui n'a pas de hauts lieux comparables à Halle ou Göttingen, de ténors de la stature d'un Kant ou d'un Herder, ni un public aussi assuré et prosélyte que les ministres réformés. Grâce aux périodiques, aux loges, aux académies, aux cabinets de lecture, une opinion publique voit le jour; on s'enthousiasme pour le droit naturel et les travaux de Wolff, pour ceux des populationnistes et des caméralistes, pour les thèses d'A. Smith, pour les œuvres des Moser père et fils, qui pronent le *Nationalgeist* ... Mais même si on s'insurge contre le despotisme et si on suit avec passion les révolutions d'Amérique, on finit par s'accommoder de la puissance de l'Etat et on ne saisit pas la portée pratique et théorique de la souveraineté du peuple. Kant, encore une fois, est caractéristique; son *Was ist Aufklärung?* fait coexister liberté spirituelle et soumission politique à la Prusse de Frédéric. Un tel état d'esprit ne prépare pas à la résolution des grandes questions qui seront celles du XIX^e siècle.

La Révolution en France frappe l'opinion allemande. L'enthousiasme est d'abord de mise, sauf chez Goethe, Schiller, Möser et quelques conservateurs. Des mouvements paysans éclatent immédiatement après le 14 juillet. Mais il n'y a pas, en Allemagne, l'équivalent du Tiers Etat et aucune révolution générale n'est à craindre, selon le pronostic de Knigge; que les princes profitent seulement de la Révolution pour réformer. Laissons de côté les réactions de l'Autriche et de la Prusse, Reichenbach, Pillnitz, manifeste de Brunswick ..., passons sur l'écrasement de leurs armées à Austerlitz et à Iéna, pour souligner la désunion des adversaires de la France et leur incapacité à lutter à armes égales, c'est-à-dire proclamer la levée en masse par crainte des émeutes et des désertions. Le 6 août 1806, c'est la fin du Saint Empire; une momie qui tombe en poussière ou un meurtre à la tronçonneuse, pour rappeler l'image-choc de Blanning? Disons qu'il n'y avait plus guère d'Empire après 1795 et que la Prusse faisait bon marché des petits Etats. Après le Recès de 1803, il ne subsiste que six villes impériales, les principautés ecclésiastiques sont liquidées. Le *Rheinbund* de 1806 regroupe quarante Etats. Mais est-ce une étape vers l'unité si l'on constate que chacun des Etats agrandis et renforcés ne songe qu'à forger sa nouvelle identité?

60 % des Allemands ont changé de souverain du fait de la Révolution et de l'Empire, environ un million vivent sous la souveraineté française de 1794 à 1814, aucune partie de l'Allemagne n'a été épargnée. On sait le coût des événements, réquisitions, réparations imposées aux vaincus, obligations militaires des alliés, soumission au système continental ... La nouveauté, c'est que l'occupation s'accompagne de la volonté de changer les institutions (Code Napoléon), de modifier le système social (émancipation des paysans), même si les administrations demeurent allemandes. Joug et libération se mêlent, certains souffrent, d'autres profitent (une nouvelle élite industrielle), d'un côté l'engagement de Forster et des Jacobins de Mayence, de l'autre la guérilla au Tirol, seul cas de résistance à la manière espagnole. Au total, ni soutien enthousiaste, ni résistance acharnée. Les nouveaux Etats doivent se créer une légitimité, royaume de Westphalie, érigé en modèle, Bavière agrandie et devenue royaume, où le ministre éclairé Mongelas mène une politique post-joséphiste, Grand-Duché de Bade promu au rang de *Mittelmacht*, où le Code Napoléon est en vigueur jusqu'en 1900, Wurtemberg devenu lui-aussi royaume, où les Français soutiennent le souverain plutôt que les éléments radicaux. C'est l'Autriche qui paye le prix fort dans la lutte contre la France sans en retirer des avantages sur le plan de sa position internationale ni celui de sa cohésion interne. Il faut plus qu'un titre d'Empereur d'Autriche (1804) pour rendre vivable l'Etat autrichien. Léopold II aurait pu l'amener à une situation constitutionnelle. Son successeur, flanqué de Colloredo et de Thugut, le «trio fatal», enfonce le pays dans l'immobilisme et la réaction. La série des désastres ne suffit pas à engager l'Autriche sur la voie des réformes. Le Code de 1811 ignore le droit naturel et les droits humains; mais c'est déjà trop pour une aristocratie qui ne rêve qu'ordre, stabilité et vertu. L'Eglise, en tutelle depuis Joseph II, récupère le contrôle de l'enseignement. En revanche, la Prusse, avec Hardenberg et Stein, entre résolument dans la voie des réformes. Paradoxalement, la chance du Hohenzollern est d'avoir été mis à genoux au bout de seize mois, alors que le Habsbourg ne l'était pas au bout de seize ans. Dans les années qui suivent Iéna, la monarchie absolue se mue en monarchie bureaucratique et le fameux édit d'octobre 1807 transforme les habitants en libres citoyens dans les domaines social et économique. La réforme militaire parachève le tout. Mais à quoi bon puisqu'au congrès de Dresde, en mai 1812, toute l'Allemagne est aux pieds de Napoléon? La Grande Armée de 600 000 hommes compte 180 000 Allemands. On sait son anéantissement lors de la retraite de Russie. Dès lors, l'Allemagne tient le destin de l'Empereur; qu'elle demeure loyale, la Russie ne peut rien faire. Le roi de Prusse est le premier à se rallier au tsar; l'Autriche s'engage avec retard, Metternich aurait voulu jouer les entremetteurs. La boucherie de Leipzig, 54 000 mort chez les alliés, 38 000 du côté français (plus 30 000 durant la retraite), les défaites de Napoléon mettent fin à vingt ans de guerre. L'Empire n'existe plus, nombre de princes ont disparu sans laisser de trace, la Prusse et l'Autriche sont toujours là.

Ces deux décennies ont été fondamentales pour le romantisme et le nationalisme. A la première génération romantique, née vers 1770, les Schlegel, Hölderlin, Tieck, Novalis, succède une seconde vague, Brentano, Arnim, Chamisso, Eichendorff, Kleist, parfois en délicatesse avec les monuments que sont Schiller ou Goethe. Goût de la nature, force de l'art, prééminence du sentiment, torture de la solitude, redécouverte de la religion, en dehors parfois de l'orthodoxie, voilà qui n'entraîne pas les intellectuels vers la politique. Pour un qui s'engage, tel Forster, bien plus nombreux sont ceux qui fuient dans le domaine de la réforme morale. Certains parviennent à un compromis, tel W. von Humboldt, sous l'égide duquel se réalise le mariage de l'Etat prussien et de la culture. Quant au nationalisme, qui n'est pas un phénomène naturel mais un produit de l'histoire, il doit beaucoup à la Révolution française qui persuade certains Allemands de la mission salvatrice de l'Allemagne. Il faut attendre 1812 pour voir renaître un espoir que Kleist n'avait pas attendu. Görres, Fichte, Arndt, le «Suédois de Rügen» galvanisent les énergies. Mais Goethe demeure dans son empirée, nullement inspiré par le patriotisme; on note beaucoup de passivité chez les bourgeois et les paysans; on lutte contre la douane, la conscription, l'anticléricalisme, mais le sentiment anti-français ne fabrique pas

automatiquement le patriotisme allemand. Napoléon est battu par des armées régulières et non par des poètes. Au mythe patriotique de la lutte contre Napoléon, l'A. oppose le remodelage territorial de l'Allemagne et les profondes réformes, y compris en Prusse et en Autriche. N'y a-t-il pas là quelque chose d'essentiel?

La question allemande est au cœur des discussions de Vienne. Le plan de Stein, Prusse, Autriche et Etats du *Rheinbund*, les sept cercles de Hardenberg? *Quid* de la Saxe, de la Pologne où se heurtent les ambitions prussiennes et russes? La nouvelle carte de l'Allemagne en 39 Etats est un arrangement durable, qui perdure en gros jusqu'en 1919. Quant à la Confédération, où les six plus grands Etats détiennent la majorité, elle est un compromis; pour Metternich qui n'a aucun intérêt à une union plus forte, elle est un système de sécurité qui tient la Prusse sous contrôle; pour les petits Etats, c'est aussi une assurance de leur souveraineté fragile; pour Humboldt, c'est une fondation pour des institutions nationales futures. Pour les patriotes comme Arndt, c'est une immense déception. On sait comment ils réagissent: *Burschenschaft* d'Iéna, réunion de la Wartburg, assassinat de Kotzebue, tout cela provoquant la réunion de Karlsbad. La répression n'offre guère d'autre solution que le refuge dans la littérature. Mais là encore, la censure veille. Dans les divers Etats, le premier combat est celui de la constitution: sera-t-elle *ständisch*, comme le veut la vieille noblesse de l'Allemagne moyenne et du Nord? Solution impossible dans les Etats qui ont vécu sous la tutelle française; en 1818, Bavière et Bade sont dotés d'une constitution; en 1819, c'est le tour du Wurtemberg. Mais en Prusse, les convictions constitutionnelles de Hardenberg sont mises en échec par le roi et les junkers; en Autriche, le *Schlussact* de 1820 verrouille toute évolution. Frédéric-Guillaume IV et Metternich sont persuadés que la constitution est le prélude à la révolution. Ces évolutions divergentes n'entravent pas la bureaucratisation. Si, pour Metternich, une bureaucratie indépendante est aussi inacceptable qu'une constitution, en Prusse le *Beamten*, depuis le XVIII^e siècle, évolue comme un groupe à statut propre et garanti. On sait la puissance d'attraction de l'appareil d'Etat prussien, sur Hegel par exemple. La question se pose de savoir si cette évolution s'est faite avec, ou contre le processus constitutionnel, à moins qu'il ne s'agisse encore d'un substitut.

Tout n'est pas immobilisme. De 1816 à 1865, la population augmente de 60 %, surtout par le recul de la mortalité. Les différences régionales placent la Prusse rhénane en tête de la croissance, tandis que l'Allemagne agraire du sud-ouest, surpeuplée, alimente l'émigration vers villes et outremer. La situation paysanne ne s'améliore guère en Autriche, où pourtant des impulsions significatives avaient été données par les souverains éclairés; elle est détestable en Silésie autrichienne où le paysan peut travailler 144 jours par an pour le seigneur foncier. La Prusse connaît encore des formes de servitude. La conjoncture de bas prix est défavorable à ceux qui réussissent à s'émanciper. Il est plus facile de réformer dans les pays de *Grundherrschaft*; des lois tendent à empêcher l'émiettement des propriétés lors des successions, pour éviter ce que List nomme une *Zwergwirtschaft*. Les conditions sont très contrastées, du riche paysan du Rhin au journalier misérable de l'Est. Quant à la noblesse terrienne, elle sait s'adapter au marché tout en conservant dans les campagnes les symboles de la prééminence, comme le droit de chasse. La croissance urbaine est surtout le fait des grandes villes, Berlin d'abord, puis Vienne, Munich, Dresde, Stuttgart, Hambourg ..., toutes reliées par des chemins de fer dont le réseau a été mis en liaison avec l'unité allemande (W. Raabe). Les administrations municipales sont bien diverses, sous la coupe du gouvernement comme en Autriche alors qu'ailleurs elles sont des héritages des autonomies médiévales. Puissamment amorcée pendant les années «françaises», l'industrialisation s'amplifie, provoquant le déclassement (Silésie) ou le reclassement des régions. Les corporations sont en décadence, la liberté du travail progresse, le prolétariat peuple des quartiers ouvriers différenciés. On sait l'importance donnée au *Zollverein* par les historiens allemands; ici, l'A. n'omet pas de mentionner la remise en question de son rôle économique et même politique. L'élite s'enrichit de grands capitaines d'industrie comme Karl Mez ou Borsig. L'aristocratie tire bien son épine du jeu; le presti-

ge du *von* est inentamé. Elle peuple de ses membres l'armée et les ministères. Le *Bildungsbürgertum* n'est pas totalement fermé, si l'on en croit le recrutement des universités, même si la reproduction domine chez les fonctionnaires (4/5 en Bade).

La culture du temps se résume par quelques termes: architecture officielle, Biedermeier, histoire, religion. C'est l'époque où Schinkel construit le Berlin néo-classique, où Klenze hellénise Munich. Un peu plus tard, l'historicisme ecclésiastique triomphe sur le *Ring* de Vienne. Quant au Biedermeier, il évoque la douceur domestique, le confort du *Wohnzimmer* bourgeois, la famille unie où les petits enfants chantent »*Stille Nacht*«, la morale sexuelle, une sentimentalité douceâtre. N'oublions pas l'arrière du tableau ... L'histoire est la reine des sciences; les prémices datent de l'*Aufklärung* (Winckelmann, Justus Möser), les événements révolutionnaires sont un déclencheur. Niebuhr, Boeckh, Eichhorn, Savigny (l'histoire du droit), Jacob Grimm (le *Volksgeist*) nous mènent jusqu'à l'incontournable Léopold Ranke, annobli en 1845. Le catholicisme allemand, grande victime de la période révolutionnaire, est illustré par le centre de Tübingen avec von Drey, par des historiens de l'Eglise comme Möhler et Döllinger; le temps du catholicisme éclairé est révolu, est venu celui de l'absolutisme pontifical, de la scolastique, de l'anti-modernisme, de la piété traditionnelle. En revanche, le protestantisme éclairé du XVIII^e siècle survit avec Hegel et Schleiermacher, tout comme le piétisme; en Prusse en revanche, il est devenu machine d'Etat. Une part de la vie intellectuelle allemande trouve refuge à Paris. C'est là que Marx, libéré de sa fascination pour Hegel, rencontre Engels et rompt avec une réforme qui ne serait que spirituelle et morale, là que Heine formule sa critique du romantisme, expression irrationnelle du retard allemand, alors que la tradition philosophique qui culmine avec Hegel est un outil révolutionnaire.

La vie politique du *Vormärz* sépare les conservateurs, fort proches des légitimistes français, opposés à la fois à l'absolutisme bureaucratique et à la démocratie, menaces pour la religion et les autonomies traditionnelles, et les libéraux qui s'interrogent sur les contours du *Mittelstand*, la définition du citoyen actif, le système représentatif; ils craignent le peuple, hésitent à formuler le droit de résistance à l'oppression, et sur l'unité allemande, n'osent faire un choix entre l'Autriche et la Prusse. Droysen, lui, envisage une cristallisation autour d'une Prusse réformée. En 1830, le drapeau tricolore est hissé dans quelques villes; les troubles sont graves dans un Palatinat marqué en profondeur par la Révolution française et peu attaché au souverain bavarois. La grande fête populaire de Hambach, en 1832, renoue avec les idées de liberté et d'unité. Une fois l'alerte passée, la répression s'abat et on revient sur les mesures libérales que quelques souverains, en Saxe, en Bade, au Hanovre avaient dû accorder. Néanmoins le calme n'est que temporaire, à la différence de l'après-Karlsbad. Un instant, à la faveur de la crise de 1840 et quelques illusions en Frédéric-Guillaume IV, l'espérance nationale soulève les cœurs. Mais le Hohenzollern refuse une constitution, un »bout de papier« entre lui et ses sujets. Désormais l'opposition politique grandit, le *Verein der Lichtfreunde* regroupe les protestants libéraux et le Mouvement des Catholiques allemands les catholiques éclairés. En Prusse, le roi doit convoquer un *Landtag* général. En Autriche où règne le débile Ferdinand, le livre iconoclaste de Andrian-Werburg fait scandale: l'Autriche, c'est la France en 1788. Cette agitation se déroule sur fond de crise sociale et économique: baisse des salaires, hausse des prix, soulèvement des tisserands silésiens, insécurité, vols d'aliments, peur des bourgeois, *Verwilderung* de la société. Le mouvement des *Bildungsvereine* prend un tour franchement politique.

Les événements de 1848-1849 sont bien connus. Tout est terminé avec la capitulation de la garnison révolutionnaire de Rastatt le 23 juillet 1849. On sait le jugement de Engel, la bourgeoisie allemande n'a pas joué un rôle révolutionnaire. Marxistes et non-marxistes s'accordent pour dire que l'échec de 1848 ouvre la voie à la révolution »d'en-haut« et ruine les chances d'une Allemagne progressiste. Mais est-ce pour autant un coup pour rien? 1848, c'est la fin de l'ordre social restauré en 1815, la disparition des derniers vestiges féodaux, la constitution maintenue en Prusse, ce qui isole l'Autriche. Et l'activité politique ne cesse pas avec l'échec,

bien au contraire. Les libéraux ont fait leur première expérience politique, leur force augmente, alors que la gauche est matraquée et ses chefs exilés. Le mouvement démocratique se poursuit et des forces nouvelles apparaissent, qui ont leur importance pour les futurs mouvements, sociaux-démocrates, conservateurs et catholiques sociaux. L'ombre de Bismarck, qui, de son aveu, croit plus au fer qu'au discours, plane sur toute cette histoire; il a lui, fait l'unité allemande. En réalité, il a dû tenir compte de l'opinion publique et de la participation des Allemands à la politique. Et le *Sonderweg* est moins le rôle dominant de l'appareil d'Etat que la coexistence de la puissance de la bureaucratie et des institutions de participation.

On n'aura là qu'un bref aperçu de la richesse de matière de ce gros ouvrage de synthèse; il abonde en exemples, en points de vue suggestifs. Et quand il le faut, l'œil étranger sait rééquilibrer les points de vue sur cette tranche d'histoire allemande que l'on sait passionnante, mais aussi passionnée.

Claude MICHAUD, Paris

Otto ULBRICHT, *Kindsmord und Aufklärung in Deutschland*, München (Oldenbourg Verlag) 1990, 462 p. (Ancien Régime – Aufklärung und Revolution, 18).

D'emblée l'auteur insiste sur la différence entre infanticide, c. à. d. le meurtre d'un nouveau-né et celui d'un nourrisson par sa mère ou un étranger, notions souvent confondues, parfois même par la critique, ce qui fausse les données, car les deux crimes répondent à des mobiles différents. O. Ulbricht limite certes son enquête aux deux duchés du Schleswig et du Holstein, alors sous souveraineté danoise, un milieu rural et protestant, mais est-il vrai que la confession n'ait pas joué de rôle? Le fait d'avoir refusé le baptême à un nouveau-né n'aurait-il pas compté en pays protestant? O. Ulbricht rappelle cependant qu'ailleurs il y avait aussi des infanticides chez les catholiques et même chez les juifs. Soucieux de dépasser le cadre strictement régional de son enquête et de présenter des résultats éclairants pour les différentes régions de l'Empire dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, il s'appuie sur les travaux consacrés à d'autres pays, quitte à en revoir les calculs et les hypothèses, et commente quelques tableaux comparatifs. A son tour il distingue entre conditions structurelles et motivations individuelles, bien qu'elles se chevauchent quelquefois. Son étude se veut non quantitative, mais sociologique.

Pour mieux saisir la réalité des faits et des motifs et l'opposer à l'image colportée aussi bien par la littérature fictionnelle que par la critique, il commence par l'analyse de quelques cas et s'en sert pour dresser le portrait de l'infanticide type: servante célibataire de 20–25 ans, souvent orpheline de père ou de mère, ayant bonne réputation et considérée comme travailleuse, fidèle et obéissante. Johann Heinrich Pestalozzi dit certes que la majorité des infanticides avaient entre 30 et 40 ans¹, mais comme il met sur le même plan infanticide et meurtre d'enfants, ces chiffres de la ville de Zürich n'infirmement pas la thèse d'O. Ulbricht, que confirment au contraire plusieurs cas analysés par le pédagogue suisse. En même temps O. Ulbricht fait ressortir que les servantes étaient d'autant moins intégrées à la famille paysanne qu'elles en changeaient et que le maître tenait à marquer ses distances. Pour corriger l'image idyllique de la grande famille rurale, il rappelle aussi que, dans les deux duchés, maîtres et domestiques ne priaient plus en commun. Certes, dans l'optique bourgeoise des juges ou des publicistes, les servantes étaient pauvres et souvent, comme pour Pestalozzi, la misère fut considérée comme une des principales causes de l'infanticide et elle l'est encore par la critique. Selon O. Ulbricht par contre, c'était plus vrai pour les femmes qui tuaient leurs enfants que pour les infanticides,

1 Über Gesetzgebung und Kindermord (1783), in: Werke, Bd. 2. hg. v. G. CEPL-KAUFMANN u. M. WINDFUHR, München 1977, p. 396.